



Forum Mondial des Alternatives du mouvement Emmaüs Genève (Suisse) – 17 au 20 septembre 2018

CHIFFRES CLÉS ¹

418

participants issus de
37 pays

242

militants Emmaüs dont :

59 américains

136 européens

14 asiatiques

33 africains

59

organisations alliées

12 intervenants culturels

6 grands témoins

58

bénévoles dont

20

interprètes

1. Issus du questionnaire d'évaluation auquel ont répondu 48% des participants en novembre 2018.

« **L**e Forum mondial a été un moment inspirant et riche en échanges. Grâce à votre mobilisation, nous avons réussi à faire de ce premier Forum un espace de rassemblement et d'expression des mouvements de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Ensemble, avec nos alliés, nous avons construit 38 propositions d'actions concrètes pour lutter contre les causes de la misère à travers le monde. Ce Forum a également été l'occasion de reprendre le travail d'interpellation qu'Emmaüs a toujours mené, en nous adressant directement aux Etats au sein des Nations unies pour qu'ils reprennent leur rôle de garant des droits humains. Ce Forum n'est qu'un début, désormais, nous devons prioriser les actions et réfléchir ensemble à leur mise en œuvre concrète. Je vous attends tout aussi nombreux pour poursuivre votre implication dans les différents espaces collectifs du mouvement dans les prochains mois. Mais déjà, revivons ici quelques moments forts de la première édition du Forum. »

Patrick ATOHOUN

Président d'Emmaüs International



emmaüs

INTERNATIONAL

PROVOCATEURS DE CHANGEMENT



Une méthodologie participative : le programme des 21 ateliers a été le résultat des propositions issues des groupes Emmaüs et de leurs alliés. Les ateliers avaient pour objectif de puiser dans les expériences des groupes et des alliés pour **définir des causes structurelles** de la misère puis **identifier des leviers d'action** pour les combattre.

DES CAUSES STRUCTURELLES COMMUNES

- > Le désengagement de l'Etat comme garant de l'intérêt général (connivence avec les plus privilégiés)
- > La privatisation des biens et des services communs (eau, terre, éducation)
- > L'impunité des multinationales conjuguée avec la criminalisation des mouvements sociaux
- > La financiarisation de l'économie, au détriment de l'économie réelle basée sur le travail
- > Des soutiens trop faibles aux acteurs de l'économie éthique et solidaire
- > Un manque d'accès équitable à l'information (fracture numérique)
- > L'exclusion des plus précaires dans l'élaboration des politiques publiques

DES LEVIERS D' ACTIONS COMMUNS

- > Mener des actions pilotes en faveur de l'intérêt général/pour le bien commun, portées par les plus exclus
- > Développer le travail en réseau et les alliances des populations de base
- > Renforcer les capacités des plus exclus à travers des formations, l'expression artistique inclusive, l'éducation populaire
- > S'appuyer sur l'auto-financement de la solidarité par le développement des systèmes mutualistes et des fonds de solidarité, portés avec les plus exclus
- > Mettre en place des actions de mobilisation (réseaux sociaux et art)
- > Développer l'interpellation politique auprès des institutions

3 MODES D' ACTION

se sont clairement dégagés des 38 propositions d'action qui ont émergé des ateliers :

- > Le renforcement des stratégies d'action de formation et de renforcement des capacités
- > La mise en œuvre et le développement d'actions pilotes
- > L'Interpellation politique





A l'issue d'un travail de priorisation mené par le groupe de travail, **38 propositions d'action**, représentatives de la façon dont le mouvement se saisit des 3 combats, ont émergé de ces ateliers. Certaines semblent **réalisables à court terme**, d'autres sont plutôt **à envisager à long terme**, après la mise en place d'espaces d'analyse, de formation et de co-construction au sein du mouvement et avec nos alliés.

L'ensemble des propositions d'action, dont voici **quelques exemples par combat**, est à retrouver dans le document de capitalisation.

JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE (19 propositions)

- *Campagne de dénonciation et boycott des multinationales qui menacent les populations et l'environnement*
- *Mise en œuvre d'un programme d'agro-écologie et d'accès à la terre*
- *Défendre l'égalité des genres et favoriser le renforcement des capacités et la participation des femmes à tous les niveaux du mouvement.*
- *Favoriser les initiatives permettant l'accès des plus démunis au travail conçu comme un droit humain*

PAIX ET LIBERTÉ DE CIRCULATION (9 propositions)

- *Faire de chaque groupe Emmaüs un constructeur et territoire de paix*
- *Renforcer un discours commun et un réseau d'actions pour des politiques migratoires radicalement différentes*
- *Renforcer l'initiative d'alliance de l'OCU (Organisation pour une Citoyenneté Universelle) avec les autorités locales qui portent de bonnes pratiques d'accueil*

ECONOMIE ÉTHIQUE ET SOLIDAIRE (4 propositions)

- *Campagne pour des politiques publiques en faveur de la réduction des déchets et du recyclage*
- *Création d'une structure financière, éthique et solidaire, propre à Emmaüs International*

TRANSVERSAL AUX 3 COMBATS (6 propositions)

- *Réinventer les cybercafés pour lutter contre la fracture numérique*
- *Réaliser un Festival international d'Art Emmaüs*



PROCHAINES ÉTAPES

Un processus de priorisation de ces 38 propositions d'action est en cours de préparation via les régions et les nations. Il devrait démarrer courant janvier 2019 pour se terminer au Conseil d'administration d'Emmaüs International de mai 2019.

Les alliés présents au Forum vont également être interrogés sur ce qu'ils retiennent de ce Forum et comment ils envisageraient de poursuivre leur travail avec Emmaüs International.

Et bien entendu, le fruit du travail collectif mené lors du Forum viendra nourrir la 1^{ère} édition du Rapport mondial Emmaüs des luttes en 2020, ainsi que notre prochaine Assemblée mondiale qui se tiendra la même année.

DEUX TEMPS DE CONFÉRENCES

Dans un premier temps, des personnalités engagées ont partagé leurs analyses sur le rôle que jouent les mouvements sociaux dans la construction de sociétés basées sur les droits humains. Lors d'une seconde conférence, d'autres figures militantes internationales ont dénoncé les impacts de l'économie capitaliste financiarisée qu'il est indispensable de combattre en revendiquant nos valeurs de solidarité.

L'ART ET LA TRANSFORMATION SOCIALE

La soirée festive d'ouverture animée par des artistes issus de groupes Emmaüs de chaque région a permis de réaffirmer combien l'art et la culture sont des outils d'expression publique, mais au-delà, de revendication et de transformation sociale. Ces artistes étaient présents tout au long du Forum et surtout durant la grande marche symbolique de clôture.

Autre mode d'expression artistique : le mur des alternatives réalisé par le street artist Crey132, membre de longue date d'un groupe Emmaüs en France, pour qui le graffiti constitue un moyen puissant de dénonciation d'injustices et un mode d'expression alternatif pour investir l'espace public.



DÉCLARATION FINALE,

lue devant le siège des Nations unies à Genève (extraits)

- > *Notre refus de la guerre déclarée contre les pauvres et les acquis sociaux du fait de la domination du « marché » et des logiques de profits ;*
- > *Notre engagement à poursuivre nos trois combats pour la justice sociale et environnementale, la paix et la liberté de circulation et pour une économie réellement éthique et solidaire ;*
- > *Notre intention d'investir toutes les échelles de décision et de pousser nos représentant.e.s élu.e.s à redonner à l'Etat son rôle de garant de l'intérêt général contre les prédatations d'une économie fondée sur la seule recherche du profit ;*
- > *La place centrale des plus exclu.e.s dans les processus de changement social et la nécessité de la convergence des luttes et du travail en réseau avec les mouvements sociaux alliés.*



SIDE EVENT À L'ONU

La marche symbolique de clôture du Forum nous a menés devant le siège des Nations unies, où Emmaüs International a pris la parole pour partager, au sein de cette instance de protection des droits humains, les alternatives portées par le mouvement visant à garantir l'égalité et le respect des droits fondamentaux. La délégation composée de représentants du mouvement des 4 Régions a demandé que les Etats reprennent leur rôle de garant de l'intérêt général et de l'accès aux droits pour toutes et tous, en combattant notamment les politiques de criminalisation des mouvements sociaux.